

**CIBLE**

## Afghanistan

**L**a situation ne cesse de se dégrader en Afghanistan. C'est le commandant du Collège interarmées de Défense, le général Desportes, qui l'a dit, en termes vifs, dans *Le Monde* du 2 juillet. « *La situation n'a jamais été pire* » car les soldats de l'Otan n'ont jamais compté autant de tués (cent au mois de juin) dans leurs rangs. Cela signifie que la stratégie du général McChrystal (congédié par Barack Obama) est un échec.

Logique, le général Desportes conclut que si la stratégie choisie a échoué il faut « *sortir de cette guerre sans fin* ». Et d'ajouter que le gouvernement français n'a aucun poids dans la conduite des opérations : « *c'est une guerre américaine. Quant vous êtes actionnaire à 1 %, vous n'avez pas droit à la parole* ».

Ces déclarations ont suscité de vives réactions officielles mais elles gênent le gouvernement car le général Desportes est un stratège réputé. Il est paradoxal mais salutaire qu'un général lance le débat sur la guerre en Afghanistan alors que la direction socialiste est complice du gouvernement en évitant de faire campagne pour le retrait de nos soldats. Nous n'avons pas à les sacrifier dans une guerre américaine, perdue depuis des années.

## OLIGARCHIE

# Satrapes et voyous

Géopolitique

**Empires  
et nations**

p. 6-7

XIX<sup>e</sup> siècle

**Permanence  
de la royauté**

p. 10-11

# Les satrapes et les voyous

Le chœur. - Où sont tous vos amis fidèles? Où sont tous vos satrapes?...  
Eschyle, *Les Perses*.

**« Affaire après affaire, le poisson pourrit par la tête », pronostiquait récemment le député vert Noël Mamère. C'est en effet ce que confirme notre odorat. On assiste à l'évidence à la fin du sarkozysme, cette maladie de la droite française.**

Mais le malade empeste et les effluves pestilentielles, qui s'étaient déplacées pendant quelques jours dans la banlieue du Cap, ont regagné les bords de la Seine. La presse, ou du moins celle qui a compris que le vent tournait, s'en donne à cœur joie. L'Assemblée nationale n'a pas voulu être en reste et la séance des questions s'est transformée, en marché aux poissons napolitain. M. Woerth, d'ordinaire si sûr de lui, blanchissait au banc du gouvernement. M. Fillon tenta une sortie mais ses propos, trop convenus, n'ont convaincu personne. L'ombre de Mme Bettencourt et de ses comptes en Suisse plane désormais sur les débats et chacun sent bien qu'avec l'affaire Woerth-Bettencourt, on a franchi une étape dans la décomposition du pouvoir.

Tout cela met en lumière la double nature du sarkozysme. Nous avons affaire jusqu'à présent aux voyous. Aux cigares de tel ou tel ministre, aux logements de fonction mis à la disposition des familles de tel ou tel autre, aux doubles appointements d'un ex-membre du gouvernement, à la voiture

de fonction d'une autre, aux salaires de nabab d'une présidente de Haute Autorité, aux passe-droits attribués à tel ou tel enfant du "prince"... Nous étions en face d'une première réalité, celle d'une frange assez malpropre de la bourgeoisie française, d'une bande de nouveaux riches venue des marges de la politique-spectacle, du *show-biz* et du monde économique, habituée à taper dans la caisse et à considérer le pouvoir comme sa propriété. On savait par avance que lorsque cette bande quitterait le gouvernement, il faudrait recompter les chandeliers, les rince-doigts et les petites cuillères dans les ministères ! Mais ce n'était pas à proprement parler une affaire d'État.

Avec le dossier Woerth, on est peut-être en face d'autre chose. De quelque chose d'évidemment plus grave et qui tendrait à penser qu'on a utilisé l'État, non plus pour les futilités de quelques m'a-tu-vu, mais au profit de tout un système. Qui est en effet M. Woerth ? Le trésorier de l'UMP, comme il fut pendant des années celui du RPR. Et qui est Mme Bettencourt ? Une des principales sources de financement de la droite française depuis

des décennies. Un sponsor de poids, à qui on peut être tenté de passer beaucoup de chose, y compris des aventures helvétiques. M. Woerth a-t-il eu cette tentation ? La suite le dira. A-t-il été le premier à se retrouver devant cette tentation ? Certainement pas. Mais l'affaire tombe mal. Au moment où l'on annonce à des millions de Français qu'il va falloir se serrer la ceinture, comment peut-on accepter que certains contribuables fraudent aussi ouvertement le fisc ? Au moment où le même Woerth brutalise des millions de Français sur les retraites, comment expliquer le sort particulier fait à quelques-uns ? Ce qui apparaissait déjà comme une injustice avec le bouclier fiscal, apparaît aujourd'hui comme une erreur politique majeure avec le dossier des comptes Bettencourt. Et chaque jour qui passe semble montrer qu'entre les uns et les autres, les relations n'étaient pas de pure convenance. Là nous risquons bien d'être dans l'affaire d'État.

Si tout cela devait se confirmer, une autre réalité du sarkozysme serait alors définitivement mise à jour : celle des satrapes. C'est-à-dire d'un réseau d'hommes liges

qui veillent aux intérêts du pouvoir. La presse, depuis trois ans, s'est fait l'écho de faits troublants. Les millions retrouvés de M. Tapie, l'étrange confusion des genres née de l'arrivée de M. Proglia à la tête d'EDF, les bonnes fortunes de M. Mestrallet et de son groupe à GDF, les milieux immobiliers qui s'agitent avec gourmandise autour de la Défense ou du dossier du Grand Paris, l'empressement à libéraliser le marché des jeux en ligne pour le plus grand bonheur de M. Courbit et de ses amis, la ténébreuse affaire de la revente de la régie publicitaire de France Télévisions, où l'on retrouve encore, semble-t-il, l'ombre de M. Courbit, celle de M. Minc et de M. Guéant, l'incontournable secrétaire général de l'Élysée... Voilà bien des éléments qui, mis bout à bout, pourraient laisser penser qu'il existe une volonté de mettre l'État en coupe réglée. Il n'y aura pas trop de deux ans pour démêler la pelote de ces réseaux... s'ils existent.

L'accaparement de l'État par quelques-uns - partis, groupes d'intérêts,... - est un risque permanent de nos républiques. Sous Giscard, sous Mitterrand ou sous Chirac, des soupçons ont existé, ils atteignent aujourd'hui des sommets. A l'heure où l'imagination est au pouvoir en matière institutionnelle, où l'on parle de VI<sup>e</sup> République, de démocratie participative, de cumul des mandats ou de réforme du Sénat, la première demande des Français, c'est l'indépendance de l'État. Si la V<sup>e</sup> République, qui a été créée en grande partie pour cela, n'est plus en situation d'apporter cette garantie, il faudra bien un jour imaginer des solutions plus durables et plus expéditives.

**Hubert de MARANS**

☐ Article également paru dans l'excellent blog de la *Revue critique des idées et des livres* : <http://lebulletincritique.over-blog.fr/>



SOMMAIRE : p.2 : Satrapes et voyous - p.3 : Oligarchie de droite à gauche - Foot - p.4 : Une autre voie est possible - p.5 : Ne pas baisser la garde - p.6/7 : Dialectique des empires - p.8 : Éternel renoncement - p.9 : Réponse à Hubert Védrine - p.10/11 : Permanence de la royauté - p. 12 : Énigmes du ballon rond - p.13 : Tchulpân l'admirable - p.14 : Charity sadism - Trouvaille historique - p.16 : Éditorial : La République abîmée.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (47 €)     soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# L'oligarchie, de droite à gauche

**Quand droite et gauche se confondent en une oligarchie au service des privilégiés, le débat politique se sclérose et le pays est en danger.**

Nicolas Sarkozy fait l'objet d'un rejet de plus en plus manifeste. Qu'il confonde une campagne électorale permanente avec la conduite des affaires de l'État ne lui permet plus de faire illusion, y compris dans son propre camp. En matière économique et sociale, ses choix ultra-libéraux favorisent une caste, ses amis du *Fouquet's*, et non l'intérêt général. La façon dont il conçoit sa fonction constitue une perversion des institutions de la V<sup>e</sup> République.

Il a piétiné la volonté populaire en contournant le **non** exprimé lors du référendum sur le *traité constitutionnel* et compromis l'indépendance de la France par un retour dans l'Otan. Le bilan est tellement catastrophique que la contestation monte, y compris à droite. Mais que peut-on espérer de Dominique de Villepin dont la stratégie de *rupture dans la continuité* n'a guère plus de consistance que celle menée naguère par Sarkozy... à l'égard de Jacques Chirac. Quant à espérer une autre politique de ceux qui sont placés en embuscade (Jean-François Copé ou, pourquoi pas, l'actuel Premier ministre)...

Au bal des ambitieux, les danseurs se bousculent, mais la musique est toujours la même. La succession de scandales jette sur les allées du pouvoir un éclairage inquiétant. Les cigares de celui-ci, les propos racistes de

celui-là, les missions grassement rémunérées, l'épouse d'un ministre qui gère une des plus grandes fortunes de France... achèvent de convaincre nos concitoyens que le pouvoir est aux mains d'une camarilla arrogante qui ne connaît que ses intérêts.

Après la panique suscitée à l'automne dernier par une crise financière, très provisoirement endiguée à coup de deniers publics, la machine ultra-libérale s'est remise en route. Il est question d'une nième modification de la Constitution pour y inscrire dans le marbre le principe de l'équilibre des finances publiques. Il est vain d'espérer une contestation de l'idéologie dominante de la part d'une opposition socialiste qui, pour l'essentiel, la partage. Elle ne s'en différencie que marginalement. Par un curieux paradoxe, alors que la droite, en cas d'échec de Sarkozy, se rallierait probablement au candidat le mieux placé pour rien changer d'essentiel, la gauche qui se déclare hostile au pouvoir personnel est pourtant toujours en attente de l'homme providentiel.

Dominique Strauss-Kahn, qui attend de céder à d'amicables pressions, Martine Aubry, et même Ségolène Royal observent provisoirement un pacte de non-agression. « *Or, pour nous les questions stratégiques sont secondaires car elles doivent dépendre des convictions : que pensent Do-*

*minique Strauss-Kahn et Martine Aubry... Ni le passé, ni le présent ne plaident en leur faveur : tous deux complices de Lionel Jospin, champion des privatisations et coresponsable de l'agression contre la Yougoslavie, ils étaient de chauds partisans du prétendu traité constitutionnel* » (1).

Dans les circonstances très particulières que nous connaissons (inexistence de l'opposition de gauche, faible résistance syndicale, sclérose de l'extrême gauche) nous sommes confrontés à une classe sociale effectivement mobilisée. Coupée du peuple français, elle a conquis l'État. Avec Marine Le Pen, le Front national peut malheureusement reprendre de la vigueur en dénonçant le mépris des **élites** et en exploitant habilement le thème d'un nécessaire protectionnisme.

Il y a heureusement une autre perspective. Face aux dangers qui menacent, un groupe constitué de citoyens et d'économistes hétérodoxes émerge peu à peu. La Nouvelle Action royaliste participe avec eux à la recomposition des forces politiques, afin de marginaliser les partis de droite et de gauche qui constituent l'oligarchie et de mettre en œuvre les propositions qu'elle a élaborées lors de ses congrès (2).

**Alain SOLARI**

(1) Sylvie Fernoy - « *L'enfant chéri des médias* », *Royaliste* n° 972 (14 au 27 juin 2010), page 3.

(2) Propositions qui sont consultables, pour l'essentiel, sur le site <http://narinfo.voilà.net>.

# Foot

Beaucoup se sont employés à se servir des enfantillages de nos footballeurs et du fiasco sportif des *Bleus* comme contre-feu à la colère populaire après l'annonce des mesures d'austérité, des hausses de prix, des turpitudes de certains ministres et de la scandaleuse réforme des retraites. Un parcours triomphal espéré aurait connu une même exploitation.

Mais l'amoureux du football sait que la Coupe du monde est un spectacle fait de vraies joies et de fausses peines, que son équipe gagne ou perde. C'est toute la magie du sport. Il sait par raison que l'évènement n'est qu'un jeu éphémère. L'extravagante diversion mise en scène ne peut rien changer.

Au contraire la vérité sur la cause des excès se dévoile car le sport est devenu un miroir de notre société gangrénée par l'économie ultra-libérale.

Le vrai scandale n'est pas dans l'insulte d'Anelka, il est dans le propos outrancier d'un ministre qui dénonce au sein des joueurs la présence de caïds. Le scandale, il est dans les avantages fiscaux accordés aux clubs professionnels et à leurs stars milliardaires qui justifient toutes les inégalités sociales. Le scandale, il est dans le dénuement grandissant du sport amateur. Le scandale, il est dans la loi votée qui ouvre à la concurrence les paris sportifs en ligne alors que les affaires de matchs truqués par les maffias se sont multipliées. Le scandale, ce sont les troubles trafics financiers des agents de joueurs, le détournement de fonds publics dans la privation des stades, les montants extravagants des droits TV, les drames du dopage...

Le scandale, il est dans la mainmise totale de l'argent sur un sport fait à l'origine pour notre seul plaisir !

F. E.

# Une autre voie est possible

**Mettons la rémunération du travail et la création d'emplois au centre de la problématique des retraites.**

**D**e Manuel Vals à Éric Woerth, un argument est repris avec frénésie : « *Puisque nous vivons plus longtemps, il faut travailler plus longtemps* ». Et pourquoi ? Parce que si nous ne le faisons pas : « *nous serions dans l'impossibilité de financer nos retraites !* ». L'unanimité s'est faite pour établir ce constat chez les oligarques de droite comme de gauche. L'argument est largement diffusé dans les relais médiatiques qui prétendent faire l'opinion. Mais cette dernière, constituée de millions de salariés du privé et du public, ouvriers, employés et cadres, reste aveugle et sourde. Elle préfère s'exprimer massivement dans la rue pour crier : « **Là aussi, d'autres solutions sont possibles** »

Dans le régime général, l'assiette de calcul des prélèvements de la retraite par répartition est constituée par des salaires. Or le montant global des pensions à payer s'accroît avec l'allongement de la durée de vie. Conséquence de cet allongement, le ratio entre le nombre de retraités et le nombre de cotisants se modifie à l'avantage des premiers. La réflexion conduite par les gouvernements successifs exclut comme une évidence que le volume global de cette assiette puisse s'accroître pour compenser cette tendance. Dans la pensée ultra-libérale, trouver des recettes par des prélèvements sur les plus fortunés serait un crime. Moins

d'impôts, plus de profits, nous dit cette vulgate.

La vérité c'est de dire qu'un accroissement des salaires et du nombre de créations d'emplois conduirait à un élargissement de l'assiette pour le calcul des prélèvements. C'est aussi d'affirmer qu'une juste politique fiscale assurerait des rentrées nécessaires pour contribuer à l'équilibre des comptes de nos finances publiques (suppression du bouclier fiscal, fin des exonérations de charges sociales accordées aux entreprises pour des contreparties dont l'efficacité reste à démontrer comme pour les heures supplémentaires, lutte contre l'évasion fiscale des plus fortunés...).

La France connaît une évolution démographique favorable. Nous avons un taux d'inactivité élevé chez les jeunes qui s'explique en partie par l'accès à des formations longues (20,6 % en France contre environ 13 % dans l'OCDE - source *Observatoire des retraites*). Nous avons un niveau de sortie du monde du travail chez les plus de 55 ans le plus élevé des pays industrialisés (Le taux des personnes inemployées âgées de 55 à 64 ans était de 59 % au premier trimestre 2010- source *Insee*). Ces réalités sont à percevoir comme des évolutions positives de notre société. C'est le chômage qui est la plaie intolérable. Créer des emplois, re-localiser nos entreprises, mettre en place une politique industrielle ambitieuse, là sont les priori-

tés à aborder par un gouvernement. Alors les financements de notre système de retraite par répartition seront trouvés.

Mais pourquoi cette perspective du plein emploi est-elle exclue a priori ? Probablement pour affirmer que le transfert de la richesse créée vers le capital au détriment de la rémunération du travail sera maintenu comme l'exige le *marché* (comprenez la haute classe des possédants) et qu'en conséquence un chômage de masse est nécessaire pour faire pression à la baisse sur les salaires et justifier la remise en cause des avantages sociaux.

Depuis la réforme de 1993, celle de 2003 et maintenant le projet de réforme Sarkozy-Fillon d'un passage de l'âge légal de 60 à 62 ans (en gardant à l'esprit que l'obtention d'une retraite à taux plein ne s'obtient aujourd'hui pour de nombreux salariés qu'à 65 ans révolus) c'est bien la mise en œuvre de l'idéologie ultra-libérale qui guide l'oligarchie sur un objectif unique d'accroissement de la rentabilité du capital par une ponction sur la rémunération du travail, les pensions de retraite étant bien évidemment partie intégrante de celle-ci.

Balladur avait pleinement réussi sa réforme. En portant dans le privé, pour le calcul des pensions, le nombre d'années de salaire de dix à vingt cinq, il est parvenu à une baisse moyenne de celles-ci de

l'ordre de 20 %... Alors que l'arrivée sur le marché du travail est de plus en plus tardif, que les périodes de perte d'emploi sont de plus en plus fréquentes et plus longues, le report à 62 ans aura un effet mécanique de baisse des pensions comparable. C'est sur une même orientation que Fillon conduisit sa réforme de 2003 en augmentant la durée de cotisation servant de référence pour percevoir une retraite à taux plein.

Reporter le plus tardivement possible l'âge de départ à la retraite et obliger à cotiser sur une plus longue période sont en complète dissonance avec la réalité. En effet la durée effective d'activité professionnelle sera plus réduite pour de nombreux Français si le chômage de masse n'est pas résorbé. Nos comptes sociaux ne seront pas à l'équilibre en 2018 comme l'affirme Éric Woerth. D'autres attaques seront donc portées contre la retraite par répartition. Un seul résultat est attendu, le montant des retraites versées ira en diminuant. Tel est la finalité des réformes Balladur, Fillon, Sarkozy. Il restera à ceux dont les revenus le permettront d'obtenir une rente financière par des organismes complémentaires par capitalisation.

Au final, l'objectif est d'aboutir à un transfert du régime par répartition vers un régime par capitalisation. La France aura ses fonds de pensions avec ses avantages fiscaux pour les plus favorisés ! Les réformes Balladur et Fillon ont mis en place ces systèmes. Ils s'appellent PERP et PERCO. Les versements dans un PERP sont déductibles du revenu imposable. Dans le PERCO les sommes versées par le salarié et provenant de l'intéressement ne sont pas imposables. L'idéologie ultra-libérale est à l'œuvre. Changeons de paradigme, ce ne sont pas les profits qu'il faut défendre mais mettons la rémunération du travail et la création d'emplois au centre de la problématique des retraites.

**François ENNAT**

# Ne pas baisser la garde

**Dans l'état actuel des choses on peut se demander quel sort sera réservé, *in fine*, à la réforme des retraites ?**

**T**ombera-t-elle dans les poubelles de l'histoire, comme la réforme Juppé de 1995, abandonnée après un mouvement social qui a paralysé le pays pendant plus d'un mois ? Sera-t-elle promulguée, sans jamais être appliquée comme la loi instituant le *Contrat Première embauche* (CPE) en 2006 qui fut le début d'un long calvaire pour Dominique de Villepin et le véritable coup d'envoi de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy ? À moins qu'elle ne rencontre le succès de la précédente réforme des retraites concoctée par François Fillon, alors ministre du Travail, et Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, en 2003. Elle avait, certes, suscité de nombreuses manifestations, mais avait fini par être adoptée pendant la torpeur de l'été sans réaction. Rien n'est encore joué. Le devenir de cette nouvelle réforme dépendra, d'une part, des stratégies syndicales, d'autre part, de la mobilisation de nos concitoyens dans un contexte économique et social qui se dégrade de jour en jour, mais aussi du gouvernement lui-même.

Jusqu'à présent, l'Élysée avait plutôt joué finement et semblait n'avoir commis aucune erreur. Désormais, on peut se demander si la nomination d'Éric Woerth au ministère du Travail ne constitue pas le premier faux pas de l'équipe gouvernementale. D'abord parce que le locataire de la rue de Grenelle n'est pas un homme d'écoute et de dialogue, mais un

gestionnaire. Persuadé - et conforté dans ce sens par l'Élysée - qu'il n'y a pas d'autre solution que de repousser l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans, il a écarté toutes les autres pistes, notamment celles avancées par les organisations syndicales.

En son temps, François Fillon avait tout fait pour donner du temps, entre décembre 2002 et mai 2003, à la discussion bi ou multilatérale avec les partenaires sociaux. Cette année, c'est à peine si Éric Woerth a consenti à les recevoir. Ce faisant, il s'est privé du soutien de la CFDT et s'est mis à dos la CGT. Ensuite, il apparaît, rétrospectivement, après les révélations liées à l'affaire Bettencourt, qu'Éric Woerth aurait été exfiltré de Bercy pour préserver une pièce maîtresse de la sarkozie, et non pas nommé au ministère du Travail pour ses compétences et ses qualités humaines. Le discours de l'Élysée, repris par la presse, dépeignant son ministre comme l'un des meilleurs éléments du gouvernement, était destiné à faire diversion. En effet, le véritable maître d'œuvre de la réforme n'est ni Woerth ni Fillon ni même Sarkozy, mais Raymond Soubie.

L'Élysée pourrait avoir commis une seconde erreur : de calendrier, celle-là. Pour s'attirer les bonnes grâces de la CFDT, le conseiller social du président de la République aurait tout fait pour repousser la publication du pré-projet de loi à la mi-juin, soit après le

congrès cédétiste. Du coup, le texte ne sera présenté en conseil des ministres que le 13 juillet et son adoption par le Parlement ne pourra pas intervenir avant le mois de septembre. Il laisse ainsi aux organisations syndicales le temps de mobiliser... Ce dont elles ne se sont pas privées. Après la réussite des manifestations du 24 juin, l'intersyndicale a fixé au 7 septembre, la date de la nouvelle journée de mobilisation.

Reste à savoir si l'unité syndicale retrouvée parviendra à passer l'été. On sait pertinemment que la centrale de François Chérèque finira par se rallier à la position du gouvernement pour peu qu'il lui accorde satisfaction sur trois revendications qui lui tiennent à cœur : la pénibilité, les carrières longues et les poly-pensionnés. Il faut également se souvenir qu'en 2003, la CGT avait encadré la contestation et n'avait rien fait pour rallumer la flamme contestataire. Qu'en sera-t-il à la rentrée ? Aujourd'hui, une chose est sûre : le secrétaire général de la CGT est véritablement remonté contre ce gouvernement qui n'a rien à lui proposer en contrepartie du rôle qu'on attend qu'il joue... même si le contexte peut encore évoluer.

La réforme de la représentativité syndicale qu'il réclamait à corps et à cri et que le gouvernement, aidé par le Medef, a consenti à lui accorder semble se retourner contre son organisation. La CGT perd sa représentativité dans ses bastions traditionnels

comme chez Renault où elle ne parvient pas franchir le seuil des 10 % des suffrages nécessaire pour être représentatif ; lors des dernières élections à EDF, elle a perdu sa majorité absolue ; à la SNCF, elle est talonnée par Sud-Rail, un syndicat réputé plus contestataire. Un soutien trop voyant au gouvernement pourrait lui causer un tort considérable lors des prochaines échéances.

Quant à la CGT-FO, après avoir tenté de faire cavalier seul, elle vient de rejoindre l'intersyndicale et peut ainsi donner une vigueur supplémentaire à la contestation. Ne parlons pas de la CFTC qui, tant sur les propositions que sur la stratégie à adopter, n'a aucune visibilité, rongée par les querelles internes et la guerre de succession. Reste la CFE-CGC divisée en deux camps : le premier, composé des agents de maîtrise qui sont opposés au report de l'âge légal de départ à la retraite et viennent grossir les rangs de la CFTC, de l'Unsa ou de la CFDT dans les cortèges, le second, emmené par les cadres et Danièle Karniewicz, présidente de la Caisse nationale d'assurance vieillesse, qui sont favorables à la retraite à 62 ans et s'opposent à toute contestation du projet gouvernemental.

Alors, la réforme Sarkozy connaîtra-t-elle le même sort que la réforme Juppé ? Que celle du CPE ? Que la réforme Fillon ? Tout dépendra de la détermination des Français à s'opposer à la politique gouvernementale : la réforme des retraites, mais aussi l'austérité et la corruption. S'ils succombent au discours fataliste ambiant qui cherche à les culpabiliser et les rend responsables de la situation actuelle, il est évident que la réforme passera sans encombre. Au contraire, s'ils se mobilisent fortement, comme pour le CPE, ils finiront par imposer leurs vues à un mouvement syndical qui cherche seulement à entretenir l'illusion quant à sa capacité de résistance.

C'est du peuple de France que viendra le salut.

Nicolas PALUMBO

# Dialectique des empires

**C**e qui se dénomme *Occident* - États-Unis, Union européenne, Japon - vit sa crise terminale marquée par la mort de son idéologie (l'ultra-libéralisme) et l'effondrement de son système financier. Le fantasme de la mondialisation se dissipe en même temps que l'utopie du marché globalisé. Le monde va se réorganiser autrement, sans que le neuf efface l'ancien pour ce qui concerne les États et leur territoire. Riche de cartes et d'explications, la *Géopolitique des empires* de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau (1) nous permet de ressaisir le mouvement de l'histoire.

**R**essaisir : non pas chercher à maîtriser totalement le cours des choses mais reprendre le travail de compréhension du monde. Peu ou prou, nous avons été ébranlés ou distraits par le verbiage sur le *marché* et la *mondialisation* qui évoquait des nations et des empires en train de se diluer dans un *espace* concurrentiel irrigué par des flux financiers. Capitalisme sauvage, comme on le disait au début de cette période qu'il faut décrire avec des mots barbares : déterritorialisation, déconstruction, dépolitisation. On proclamait *la fin des grands récits* mais ce bavardage était quant à lui dépourvu de tous les éléments pertinents que l'on trouve dans nos diverses philosophies de l'histoire. Regardons les cartes de Gérard Chaliand : au cours des deux derniers siècles, l'empire russe s'étend au XIX<sup>e</sup> siècle, se rétracte, s'étend et se rétrécit au XX<sup>e</sup> sans que la Russie cesse d'être une collectivité politique administrée par un pouvoir étatique.

Ce qui vaut pour les grands ensembles vaut aussi pour de petites nations ou entités : Israël, la bande de Gaza, ce n'est pas grand-chose sur la mappemonde et pourtant les conflits de faible intensité qui ont

lieu au Proche Orient ont une immense portée géopolitique et religieuse... La succession des cartes de cette région nous fait souvenir que les Ottomans furent longtemps maîtres, entre autres pays du pourtour méditerranéen, de la Palestine. Relever ce fait permet de ne pas oublier que les empires se constituent le plus souvent lentement et que leur décomposition laisse en général des traces profondes dans les mentalités et les organisations sociales. Sur d'anciennes possessions ottomanes (pays balkaniques, Liban), les groupes d'appartenance ethnico-religieuse perpétuent les anciens *milliyet* et prévalent sur l'appartenance aux nations qui tentent de se constituer : la citoyenneté reste une abstraction - ce qui rend les guerres civiles impitoyables.

L'effondrement de l'Union soviétique aura également des effets à très long terme car les Républiques socialistes fédérées sont devenues soudain des États nationaux, leurs frontières administratives ont été érigées en frontières politiques qui séparent des peuples qui avaient l'habitude de vivre ensemble : par exemple les Arméniens et les Azéris dans le Caucase, les Kirghizes, les Ouzbeks et les Tadjiks en Asie centrale. D'où des conflits san-

glants (guerres ou émeutes) lorsque le pouvoir politique central ne parvient pas à se constituer en État relativement dégagé des solidarités ethniques ou claniques. Là encore, les cartes de Gérard Chaliand sont très évocatrices et ses commentaires permettent d'aborder les régions mentionnées sans commettre d'impairs - que l'on soit touriste, homme d'affaire ou homme d'État. Elles nous aident surtout à clarifier des questions de logique politique, qui valent pour toutes les époques historiques et pour tous les continents.

Comme la Nation, l'Empire est une collectivité politique parce qu'il ignore superbement tous les obstacles *naturels* : Alexandre le Grand franchit le Tigre, l'Oxus et l'Iaxarte, l'Indus ; l'Espagne des conquistadores institue, outre Atlantique, les vice-royautés de Nouvelle-Espagne, de la Nouvelle Grenade, du Pérou, de la Plata. Le Portugal fait de même en instituant la vice-royauté du Brésil. Comme les nations, les empires s'ordonnent autour d'un pouvoir politique généralement incarné dans la phase d'expansion par un conquérant dont nous gardons le souvenir fasciné : les paysans afghans n'ont pas oublié Alexandre le Grand, Attila est un prénom fort usité en Hongrie et Gengis Khan - qui sut réunir le plus vaste de tous les empires - a laissé en Mongolie un souvenir ébloui.

Mais à l'opposé de la nation, intravertie, la collectivité politique impériale est extravertie. La nation a pour premier souci sa propre organisation politique : constitution de l'État selon le droit, relation entre le roi et ses sujets, entre le pouvoir politique et les citoyens ; que la nation soit un royaume à l'ancienne rassemblant une société d'ordres

ou une collectivité moderne unifiant autour de l'État un peuple de citoyens, une nation est d'ordinaire l'effet d'un pacte, implicite ou non, entre le Pouvoir et le Peuple. Demeure toujours l'idée d'une adhésion libre d'hommes égaux entre eux ou devant Dieu, que l'État a le devoir de respecter et de protéger. Ce pacte est souvent travesti ou violé, mais l'idée survit, chemine et reparaît pour engendrer de nouveaux modes d'organisation politique.

Le pouvoir impérial est au contraire porté par la logique de la conquête des peuples et des nations qui l'entourent. Il existe dans la guerre et pour la guerre : alors que les nations mènent le plus souvent des guerres défensives, cherchant à s'étendre peu à peu pour se constituer des glacis protecteurs, les empires mènent des guerres offensives afin de repousser toujours plus loin leurs limites spatiales, pour s'assurer la maîtrise du continent, des mers et des océans qui le bordent - avec le rêve plus ou moins avoué de dominer le monde. L'Empire veut réaliser l'universel, la Nation se pense en relation avec l'universel ; elle a donc le sens des limites et se donne des frontières qui garantissent juridiquement sa souveraineté territoriale et dont elle se satisfait. Qu'il soit chrétien (les Habsbourg) ou musulman (les Ottomans), l'Empire n'a pas le sens de la mesure. Ce qui borne l'empire, ce sont les nations et, en Europe comme ailleurs, la dialectique des nations et des empires qui se joue dans la paix et dans la guerre, est un des principaux moteurs de l'histoire.

Tourné vers l'extérieur, absorbé par sa volonté de puissance, l'État impérial s'intéresse beaucoup moins que l'État national à ce qui se passe dans les domaines conquis. Il suffit que le pouvoir impérial ne soit pas défié par des rebelles et des sécessionnistes, que les impôts soient payés et que des troupes puissent être levées. Mais les empires tolèrent sur leurs territoires des nationalités, des religions, des peuples différents. L'empire ottoman n'est ni raciste, ni antisémite : au contraire il accueille avec grande faveur les juifs chassés d'Espagne et du Portugal, les chrétiens orthodoxes y pratiquent librement leur religion, la nation albanaise fournit au Sultan maints personnages de très haut rang. Même dans sa période stalinienne, totalitaire, l'Union soviétique continue de reconnaître ou institue des Républiques au sein desquels vivent des communautés ethniques et linguistiques (Géorgiens, Ouzbeks) qui préservent plus ou moins publiquement leurs traditions religieuses. Mais cette *tolérance* impériale est limitée par le servage (dans les empires chrétiens d'Europe tels la Russie)

et par la répression impitoyable des insurrections populaires et (ou) nationalistes. Il faut que l'ordre règne à Varsovie au XIX<sup>e</sup> siècle, comme dans le Turkestan chinois aujourd'hui.

Il y eut des empires tyranniques, totalitaires ou autoritaires et quelques-uns furent plutôt modérés (l'avant dernier Habsbourg, François-Joseph) mais l'Empire en tant que tel est condamné à toujours hésiter entre l'excès et le laxisme. Trop de force, et les peuples réprimés finissent par se révolter au point d'affaiblir gravement l'empire : qu'une guerre perdue contre l'ennemi extérieur s'ajoute aux défaites internes, et c'en est fini. Mais trop peu de force, et c'est l'empire qui ne parvient pas à se maintenir dans la durée et qui se disloque rapidement - à la mort du premier empereur ou du second. Ce dilemme est d'autant plus tragique que les empires conçoivent la temporalité politique selon un fantasme d'éternisation : ils se bâtissent non pour quelques siècles mais pour un ou plusieurs millénaires. Les nations se savent mortelles : tant de royaumes ont péri - la Bohême par exemple et maints khanats d'Europe et d'Asie - que toutes ont conscience de leur finitude.

Précieux pour la philosophie politique et pour la compréhension de l'histoire, l'ouvrage de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau est aussi un instrument de travail indispensable pour tous ceux qui ont à repenser l'organisation du monde... après la mondialisation.

L'Union soviétique s'est effondrée, le déclin américain est avéré, l'avenir de la Chine est énigmatique et l'Union européenne, qui s'était fantasmée comme saint-empire romain germanique, agonise sous nos yeux. Il nous faut refaire, en toute hâte, une théorie des ensembles. De fait, les nations résistent et toute la piètre philosophie du *post-national* appartient au passé. Nous avons dit, avec d'autres, qu'il fallait penser les relations internationales par alliances continentales de nations - et par relations entre les continents. Le moment est venu.

C'est l'œil fixé sur les cartes qu'il faut penser la future confédération européenne et ses rapports avec l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie centrale. Ne rien oublier des héritages de l'histoire, scruter les aires culturelles dans leurs extensions et



■ Gérard Chaliand.

leurs rapetissements en essayant d'apprécier le plus exactement possible les affinités politiques, les identités religieuses, les proximités linguistiques - dans leurs évolutions récentes et non selon les coloriages des années cinquante du siècle passé. Ne pas oublier les nouveaux courants d'échange, les tracés des oléoducs et gazoducs et deviner les nouvelles routes qui s'ouvriront - par exemple lorsque l'Iran aura accompli sa révolution politique. Essayer ensuite de fonder nos relations internationales sur des rapports politiques stables et des solidarités concrètes - sans croire que la dialectique des empires et des nations pourrait s'arrêter un jour. Sur les ruines de l'idéologie du marché mondialisé, un vaste projet politique, national et international, peut être mis en œuvre sans trop de difficultés.

## B. LA RICHARDAIS



Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau - « *Géopolitique des empires* », Arthaud, prix franco : 31 €.

[Achat immédiat](#)

# L'éternel renoncement

**Dans l'avalanche de projets, programmes, assises, états généraux, lois et décrets qui nous submerge, le Grenelle de l'Environnement représentait un cas tout à fait remarquable, à la fois par le large consensus qu'il suscitait et par ce qu'il apportait de vue à long terme, de projet politique structurant majeur et d'aide à la prise de conscience sur les bouleversements écologiques futurs, auxquels le pays allait devoir s'adapter.**

Nous avons nous-mêmes signalé dans nos colonnes tout le bien que nous en pensions, avec l'inquiétude toutefois que les concepts colbertiens à la base de ces lois soient vite en contradiction avec l'idéologie sarkozienne. Mais pendant un an et demi les choses ont avancé dans le bon sens. Et puis il y a eu l'échec de Copenhague, la contre-offensive des climato-sceptiques - merci Claude Allègre -, la découverte que ces lois écologiques, détestées par le milieu affairiste où baigne Nicolas Sarkozy, n'apportaient pas de bénéfice électoral, et le discours sur la politique écologique est passé de « *C'est un changement complet dans la logique de décision gouvernementale. C'est une révolution dans la méthode* » (1) en novembre 2007, à « *Toutes ces questions d'environnement, (...) ça commence à bien faire* » (2) en mars 2009. La défaite aux élections régionales a fermé la parenthèse et on est revenu vers la logique gouvernementale antérieure : copinage et ultra-libéralisme.

Alors, ce désintérêt pour l'écologie politique : procès d'intention ou réalité ? Plusieurs remarques peuvent être faites.

**La première**, c'est que la loi dite *Grenelle 1* qui a tracé les grandes lignes de la politi-

que écologique que doit mener la France, n'est pas abrogée, et que même si elle peut donner lieu à des critiques (on lui reproche d'être souvent un catalogue de bonnes intentions sans applicabilité précise), elle est toujours en vigueur et reste une loi.

**La deuxième**, c'est que la construction du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM) s'est faite sur le ministère de l'Environnement, et si cette construction nouvelle présente de nombreuses avancées et permet une appréhension plus globale des problèmes de l'environnement, elle a abouti au démantèlement des structures antérieures, comme les Directions Régionales de l'Environnement (DIREN) et de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). Cette disparition d'administrations au rôle régional capital devait être accompagnée de reconstructions sous une forme améliorée ; or on n'a rien vu venir. Paradoxalement, la création du MEEDDM a réduit à la portion congrue la partie spécifiquement écologique, dévolue à un secrétariat d'État.

**La troisième**, c'est que la loi *Grenelle 2* réduit, voire anéantit presque partout l'effet de la précédente : on peut en trouver des analyses détaillées

sur la Toile, mais pour l'essentiel les restrictions les plus graves couvrent les champs des transports, de l'énergie, des OGM, du développement urbain, de la charge de la preuve en cas de pollution (le principe **pollueur-payeur** est abandonné), de la biodiversité (la fameuse **trame verte** destinée à sauvegarder les espèces rares n'est plus qu'un souvenir), de l'agriculture intensive, etc. Partout les changements entre le *Grenelle 1* et le *Grenelle 2* vont dans le sens d'une reculade.

Enfin le symbole de la démission de l'État reste la fameuse **taxe carbone** (3). Très démonstrative, elle mérite que l'on s'y arrête un instant. L'objectif de cette taxe est bien résumé par Nicolas Hulot : « *70 à 80 % de nos prélèvements obligatoires portent sur le travail. Ce qu'il faut pénaliser, ce n'est pas l'emploi. Ce qu'il faut réguler c'est les impacts environnementaux, les prélèvements énergétiques, qu'on bascule progressivement l'ensemble de notre fiscalité, qui repose sur le travail, vers les prélèvements énergétiques et les impacts environnementaux* » (4). Dans cette philosophie, chaque augmentation de la **taxe carbone** devait être liée à une baisse équivalente des taxes sur le travail. Le bilan était nul pour le citoyen et l'entrepreneur,

mais poussait l'entreprise à respecter l'environnement, l'activité polluante devenant trop chère. Cette taxe, populaire au départ, a donné lieu à une véritable campagne de désinformation, qui l'a dépeinte comme un impôt supplémentaire : tout ce qu'il faut pour en dégoûter le citoyen, ainsi que de l'écologie, assimilée alors à une dégringolade sévère du pouvoir d'achat. Le plus surprenant c'est que le gouvernement ait été incapable de démentir cette affirmation mensongère et de faire preuve de pédagogie, ce qui aurait pourtant été facile. On ne peut que supposer une fois de plus qu'il s'est soumis aux groupes financiers et économiques dont il est débiteur, au mépris de la population tout entière.

En bilan, on craignait en 2007 que Nicolas Sarkozy n'ait pas le courage de maintenir le cap : on en a maintenant la certitude. Tout n'est pas encore perdu, mais il faut exiger du gouvernement qu'il respecte les engagements du *Grenelle 1*, corrige le *Grenelle 2* et relance sa politique écologique, dont la **taxe carbone**. Sinon, de renoncements en renoncements, la belle idée qui avait mené au MEEDDM sera définitivement abandonnée sous la pression de groupes de pression et d'intérêts électoraux. D'ailleurs, peut-être n'y a-t-il pas besoin de pression : connaissant notre président, on peut même imaginer une vengeance infantile vis-à-vis des vilains écologistes qui ne lui ont pas donné leurs voix. Avec lui tout est possible, même un comportement de cour de récréation...

**François VILLEMONTAIX**

(1) Discours de clôture du *Grenelle de l'Environnement*, octobre 2007.

(2) Discours au Salon de l'Agriculture, mars 2009

(3) Voir l'entrevue de Jacques Weber, *Royaliste* n° 968, pp. 6-7, « *Après Copenhague - Quelle politique choisir ?* ».

(4) <http://www.rtl.fr/fiche/5937681119/nicolas-hulot-sur-rtl-l-abandon-de-la-taxe-carbone-c-est-du-gachis.html>



# Réponse à Hubert Védrine

**La crise financière européenne est devenue une crise franco-allemande. Mais il y a d'autres voies pour la résoudre que celle d'une nouvelle entente franco-allemande.**

**H**ubert Védrine a raison : « *le malaise naît de la manière dont cette question - celle des marchés financiers et de la dette - a surgi et s'est imposée en Europe.* » (1) Les États-Unis ne s'en tirent pas beaucoup mieux, mais c'est chez eux un débat entre Trésor et Banque fédérale, Président et Congrès. En Europe, c'est devenu un problème franco-allemand. On sait bien qu'il y a des raisons de structure industrielle, d'idéologie monétaire et de culture sociale. Mais pourquoi ce flottement politique au sommet ?

L'ancien ministre pense que le problème viendrait de la volonté de Mme Merkel d'abord d'imposer seule un plan d'austérité allemand, ensuite de l'étendre aux vingt-six autres sans coordination. Et M. Védrine d'appeler la chancelière à partager en privilégiant à nouveau le socle franco-allemand seul susceptible d'entraîner les partenaires.

Ceci appelle plusieurs remarques : le couple Sarkozy-Merkel est sans doute le plus mal assorti de l'histoire de la relation franco-allemande depuis la mésentente Pompidou-Brandt. La centaine de rencontres Kohl-Mitterrand auxquelles M. Védrine a participé ne sont pas un guide très sûr pour suivre les dialogues entre leurs successeurs respectifs. Pour un ensemble de raisons :

- **La première** est leur positionnement politique intérieur respectif. M. Sarkozy a mené

avec la présidence européenne du second semestre 2008 un parcours en solitaire qui tend toujours à montrer que la France est la première en Europe. Il compte s'en servir pour gagner en 2012. À l'inverse, l'engagement européen fait plonger Mme Merkel. L'accord qu'elle a dû donner contre son gré au plan de soutien à la Grèce lui a fait perdre la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le Bundesrat et presque la présidence fédérale.

- **Seconde raison** des difficultés du couple franco-allemand, celle qui hantait le président Pompidou en 1969, le déséquilibre industriel accentué entre les deux pays. L'Allemagne a su dominer la crise avec ses ressources propres. Crime impardonnable pour les autres, et d'abord pour la France. La campagne électorale de 1969, déjà orchestrée par Jacques Chirac à l'époque, était centrée sur le péril de la Grande Allemagne. S'il en allait de même en 2012 ?

**Troisième raison**, le retour de la France dans l'Otan a privé l'Allemagne de son rôle de contrepoids. Dans un premier temps, lors de l'adoption du traité d'amitié franco-allemand de 1963, les États-Unis avaient exigé du Parlement allemand le vote d'un préambule qui subordonnait quasiment celui-ci à l'Alliance Atlantique. Cela avait été fait, au grand dam du général de Gaulle, sous l'égide de Ludwig Erhard le vice-chancelier allemand, artisan du redresse-

ment économique et sauveur du mark.

Vis-à-vis de l'hôte de Washington aujourd'hui, Berlin ne sert plus à tenir Paris en respect et réciproquement. M. Sarkozy entend bien continuer à caracoler en tête à la présidence du G 8 et du G 20, en penchant plus du côté de l'Amérique, avec l'aide de Mme Christine Lagarde. Aux côtés de cette brillante avocate internationale, Mme Merkel fait très provinciale. Le contraste est trop saisissant pour ne pas être durement ressenti. Mme Lagarde parle-t-elle allemand ?

**Quatrième raison**, plus capitale que les trois précédentes, la mise en œuvre du traité de Lisbonne. M. Védrine aurait tort de la minorer. Mme Merkel a compris plus tôt que les Français le changement de portage introduit par le service diplomatique européen. Lisbonne met fin à la relation privilégiée franco-allemande. La nouvelle organisation institutionnelle rend inutiles et obsolètes des structures bilatérales franco-allemandes ici et là, que ce soit dans le domaine diplomatique, de la défense ou du gouvernement économique. On ne peut plus agir après Lisbonne comme avant. Il semble que, du côté français, on croit toujours à la nécessité d'un moteur franco-allemand pour que l'Union avance.

C'est tout le contraire. L'Union de Lisbonne fait obstacle à toute relation

particulière. Les enjeux de pouvoir ont été transférés à Bruxelles, non pas à la Commission de plus en plus exsangue, mais dans cet objet politique encore non identifié où Conseil, Commission et États nationaux n'ont qu'une hâte, c'est de placer un maximum des siens, et non plus dans les coopérations renforcées franco-cesti ou franco-cela. Qui voit-on reparaître autour de Mme Ashton, sinon pour la France le diplomate Pierre Vimont, grand serviteur de l'État et excellent connaisseur de l'intérieur des arcanes européens, mais un fonctionnaire, et pour l'Allemagne, l'ancien ministre des Affaires étrangères, l'ex-soixante-huitard vert, Joschka Fischer, un brillant politique, qui avait développé, au temps de Védrine ministre, de grandes visions pour l'Europe politique ?

**Quelle est donc l'alternative ?** Ce n'est pas de répéter qu'« *il n'y a pas en Europe d'alternative à l'entente franco-allemande* ». On peut et on doit certes essayer de la soigner, de l'entretenir, de la renouveler, de la dépolitiser, mais à nous en tenir là nous retomberions dans les anciens errements vis-à-vis des vingt-cinq, de Bruxelles et des autres. Il nous faut clairement une stratégie post-Lisbonne.

Aujourd'hui, la seule fenêtre d'opportunité envisageable semble être la relation avec la Russie, une triple entente, voire, si possible, une quadruple entente, sur la base du triangle de Weimar que l'on vient tout à coup de sortir de l'oubli : France-Allemagne-Pologne et Russie. Il faut aller vite, sortir du nombrilisme et redonner des perspectives, un horizon, un espace au développement de l'Europe, au sens de la Grande Europe (je me garde ici de parler de la Turquie mais elle serait nécessaire à ce grand redéploiement européen). Il s'agit d'un espace autant économique (énergétique notamment) que politique.

**Yves LA MARCK**

(1) Hubert Védrine, *Le Monde* du 29 juin 2010.

# Permanence de la royauté

S

écialiste de la Révolution française et de la guerre de Vendée, auteur de très nombreux ouvrages sur cette période, Jean-Clément Martin est membre de la Société des Études robespierristes et professeur émérite à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. Sa contribution à un ouvrage collectif consacré à « *La dignité de roi* » dans le premier tiers

du XIX<sup>e</sup> siècle a retenu toute notre attention car elle nous permet de mieux comprendre comment se nouent les liens complexes qui unissent la tradition royale et la France transformée par la Révolution et l'Empire.

■ **Royaliste : N'est-ce pas étonnant pour l'*Institut d'Histoire de la Révolution de s'intéresser au roi* ?**

Jean-Clément Martin : Au contraire, il fallait le faire - ne serait-ce que parce que la Révolution a guillotiné un roi, ce qui n'est pas tout à fait rien ! Cet événement a suscité d'innombrables commentaires et beaucoup me paraissent contestables : il n'est pas vrai que le 21 janvier 1793 marque la fin de la royauté, que l'on aurait guillotiné en même temps que le roi.

Il fallait revoir cela en faisant appel à des spécialistes de différents types de monarchie et de royauté, sans négliger la période napoléonienne mais sans aller plus loin que le premier XIX<sup>e</sup> siècle.

■ **Royaliste : Qu'est-ce que la dignité de Roi ?**

Jean-Clément Martin : C'est très compliqué. L'expression renvoie à cette essence que le Roi possédait depuis les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Au XVIII<sup>e</sup> il y a bien une dignité de Roi. Au travers de la Révolution, de

l'exécution du roi même, il va y avoir une redéfinition et une re-sacralisation de la dignité de Roi. Cela oblige à comprendre pourquoi la Révolution a échoué sur le transfert de sacralité entre la royauté et la république.

La **dignité de roi**, c'est l'existence d'un personnage qui a un corps différent de tous les autres dans le royaume. Si l'on suit Kantorowitz, il y aurait ce double corps du Roi, celui qui ne meurt jamais et le personnage mortel. On peut même dire avec Louis Marin, qu'il y a un triple corps du roi : une représentation iconique qui faisait connaître le roi dans tout le pays.

■ **Royaliste : La théorie de Kantorowitz ne nous a jamais vraiment convaincus...**

Jean-Clément Martin : La théorie du double corps du roi, aussi séduisante qu'elle soit, a été contestée. Pour moi, la question est de savoir si Louis XVI lui-même aurait validé cette existence d'un double corps de la royauté. Ce que l'on sait du roi, c'est qu'il

a une conscience extrêmement claire du rôle qu'il joue. Même pendant la Révolution, il ne va pas transiger sur son rôle sacré, sur la place qu'il occupe dans la tradition historique. En revanche, il va accepter la Constitution de 1791 et pendant son procès, reconnaître la Convention comme tribunal. La seule chose qu'il va refuser, c'est d'être appelé Louis Capet.

Ainsi, le roi a une double position, qui correspond à une éthique personnelle qu'il partage avec Marie-Antoinette : celle de vivre à la fois en tant que personnage public et personnage privé. On voit que la personnalité du roi a manifestement changé, il y a une mutation dans la conception interne de la conception que le roi a de la royauté.

Le roi apparaît aussi comme le père des peuples, il a un pouvoir de roi protecteur, d'intermédiaire vis-à-vis des puissances sacrées mais aussi vis-à-vis de l'ensemble de la communauté : si le roi n'est pas présent, le principe d'autorité est défaillant. Cela renvoie

à une autre dimension de la dignité de Roi, sur laquelle on n'insiste jamais assez : c'est la dimension du pactisme.

■ **Royaliste : Qu'est ce que le pactisme ?**

Jean-Clément Martin : L'idée se trouve dans la doctrine catholique. C'est un pacte noué entre un individu qui excède l'humanité et les autres humains ordinaires, entre le roi et ses peuples. Chacun doit respecter le pacte. Si le souverain le viole, il doit être exécuté parce qu'il s'est mis hors la loi divine. Le *pactisme* renvoie à ce lien charnel et c'est ce qui selon moi donne la clé de la rébellion vendéenne et de la chouannerie.

■ **Royaliste : Le sacre a aussi son importance ?**

Jean-Clément Martin : C'est la troisième dimension, le roi sacré, tenant-lieu de Dieu sur terre ; Louis XVI entérine ce rôle du roi charismatique mais son sacre n'établit pas vraiment son lien avec le peuple. Quelque chose s'est cassé.

Il me faut aussi évoquer une quatrième dimension qui vous apparaîtra triviale. C'est le roi puissant. Henri IV et Louis XIV sont des hommes grands et forts. Ce dynamisme viril donne une image rassurante : c'est quelqu'un qui peut être un roi de guerre et qui va pouvoir assurer la puissance dynastique sans aucun problème. Or Louis XVI, grand, fort, chasseur infatigable, met sept ans à

consommer son mariage. Cela se sait, il y a des libelles insultants, la dignité de roi est atteinte, mais aussi l'image de la reine.

Finalement, tout s'imbrique comme les pièces d'un puzzle. En juillet 1789, le rôle est réactivé mais Louis XVI devient un obstacle au mouvement révolutionnaire qui se développe.

### ■ Royaliste : Comment cela se traduit-il ?

**Jean-Clément Martin :** Le roi et la reine jouent un rôle important le 21 octobre 1789 quand ils interviennent après la mort du boulanger François, en même temps que l'assemblée Constituante. Ces deux pouvoirs existent mais ils ne vont pas s'accorder et l'une des crises va être la fuite manquée de juin 1791.

Jusqu'à là c'est le roi qui est le seul représentant de la royauté pour les royalistes et pour l'ensemble des partisans de la Monarchie. Avec Varennes, on se dit que même si le roi est présent en France, la royauté est hors des frontières. La France est orpheline, elle a perdu tous ses pères et les Français se sentent entrer dans la guerre civile. Trois mois avant Varennes, le départ des tantes du roi avait provoqué une première vague d'angoisse : si la famille s'en va, le pacte est rompu et l'on va vers le délitement du lien social.

### ■ Royaliste : Selon cette perspective, comment analysez-vous la chute de la monarchie et le procès du roi ?

**Jean-Clément Martin :** Les partisans des positions radicales comme Robespierre et Saint-Just considèrent que le roi est un ennemi de la France et même de l'Humanité et qu'il est par conséquent nécessaire de le guillotiner immédiatement sans jugement ; ils ne sont pas suivis. Il y a un procès, que l'on peut contester sur le plan idéologique mais pas du point de vue juridique : le roi a eu des défenseurs, il y a eu débat et deux tendances presque égales sont apparues - l'une pour l'emprisonnement, l'autre pour la mise à mort.

Il n'y a pas de mouvement linéaire qui aurait condamné

le roi automatiquement pour que la république vive. Ce sont là des formules de politistes. On n'est pas dans un déroulement téléologique marqué par le sang du roi.

### ■ Royaliste : Et après l'exécution du roi ?

**Jean-Clément Martin :** On prend vainement des précautions inouïes pour faire disparaître le corps du roi. C'est donc un échec. Beaucoup de gens viendront tremper leur mouchoir dans le sang pour conserver une relique. Il y a un renversement complet de l'image royale, Louis XVI est mort de façon exemplaire, avec un savoir mourir qui a durablement marqué les esprits.

Le martyr, le sang versé font basculer l'image de la royauté et bénéficie à la descendance : Louis XVII meurt très rapidement, mais celle qui hérite dans tous les sens du terme du martyrologue, c'est la future duchesse d'Angoulême qui va incarner tout le malheur de la royauté et toute sa dignité.

### ■ Royaliste : Que va récupérer Bonaparte en termes symboliques, et comment ?

**Jean-Clément Martin :** Avec le Directoire, à l'évidence la France tourne mal. Elle est repartie pour une République jacobine et Bonaparte apparaît comme un sauveur. Il répond à toutes les attentes, il a compris qu'il avait la possibilité d'unifier le pays autour de sa personne, de son charisme. Napoléon est en mesure de représenter la continuité de l'État et de la Nation. Mais il ne parvient pas à créer une nouvelle dynastie. Il lui manque la dignité de roi. Il est illégitime.

### ■ Royaliste : Comment la dignité royale est-elle incarnée et perçue sous la Restauration ?

**Jean-Clément Martin :** Louis XVIII réussit un coup de maître car beaucoup de vainqueurs de Napoléon ne veulent pas de lui pour le trône de France. De plus, une partie de l'opinion ne le voit pas avec bienveillance. Une grande partie des émigrés ne lui a pas pardonné d'être resté en France jusqu'en 1791. Il n'a jamais soutenu la



■ « Il n'est pas vrai que le 21 janvier 1793 marque la fin de la royauté, que l'on aurait guillotiné en même temps que le roi. »

Chouannerie. Cela pose problème.

Louis XVIII n'est pas un roi puissant mais c'est un esprit fin qui accepte la couronne tout en octroyant la Charte. Il y a un courant populaire faible mais réel qui va faire changer d'avis les Russes et les Anglais. Le roi ne se fera pas sacrer mais il incarne la continuité de l'État et la restauration de la paix. Le premier échec est dû aux ultra, au comte d'Artois, à la Terreur Blanche. Louis XVIII est incapable de contrôler cette opposition menée par son frère. Il y a eu une succession d'erreurs politiques.

Charles X a essayé de rétablir la dignité mais il est victime de son passé. Au lieu de se poser en conciliateur il se place dans une position de combat, sans tenir compte de l'échec du sacre qui aurait dû l'alerter, sans tenir compte du voyage de la duchesse d'Angoulême en Vendée et du succès de la duchesse de Berry qui joue la carte d'une monarchie populaire. Charles X ne comprend pas.

### ■ Royaliste : Que devient la dignité royale sous Louis-Philippe ?

**Jean-Clément Martin :** En 1830, la continuité monarchique est assurée. Louis-Philippe devient d'abord Lieutenant-général du Royaume, il n'y a pas de rupture. La monarchie transactionnelle inventée par Louis-Philippe est une monarchie unitaire sans la

Cour. Mais il la récréera plus tard et elle perdra le soutien de l'opinion en figeant le régime dans l'autoritarisme - surtout après la mort de la sœur du roi, véritable tête pensante du régime qui veut que l'on garde le lien avec les traditions dynastiques, jamais perdues dans l'exil malgré les oppositions entre les branches.

Il y a échec parce que Louis-Philippe se montre incapable de porter l'image qu'il promet et de s'entourer de gens qui pourraient restituer cette image à la Nation. C'est alors, selon moi, la fin du principe de royauté.

En 1848, au moment des élections au suffrage universel masculin - les premières de notre histoire - dans les campagnes royalistes on va voter avec le seigneur et le curé pour une République qui renouerait avec la révolution de 89. Ce n'est pas absurde quand on sait que la Révolution a d'abord été profondément catholique. Cela échoue à cause de la division qui règne parmi les légitimistes.

Il y eut encore une chance en 1870. La France aurait alors pu accepter le comte de Chambord. Il a détruit cette possibilité.

### Propos recueillis par Pascal Beaucher

📖 Hélène Becquet et Bettina Frederking (dir.) - « *La dignité de roi - Regards sur la royauté au premier XIX<sup>e</sup> siècle* », Presses universitaires de Rennes, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

# Les énigmes du ballon rond

L'équipe de France éliminée au premier tour de la coupe du monde de football, le pays va mal. La politique s'empare de l'affaire... En deux mots, le ballon rond est bien autre chose qu'une passion utile ou inutile, il constitue un enjeu symbolique considérable propre à mobiliser la planète entière, et à reformuler les identités nationales. Il divise la classe intellectuelle en deux factions : celle des méprisants et celle des quasi-religionnaires. C'est donc un sujet en or pour le sociologue et le philosophe, et qui donne lieu à de précieuses analyses. Je viens de lire coup sur coup deux petits essais, de perspectives très différentes, mais aussi fervents l'un que l'autre. Ils convenaient à ma perplexité face à notre désastre national. Qu'on ne croie surtout pas que je sois amateur éclairé ! Heureusement, mon entourage vient au secours de mes naïvetés et de mon ignorance les soirs de grande tension footballistique. Mais cette position un peu en retrait a le mérite de permettre quelque désintéressement dans les jugements.

Il y a d'abord Paul Yonnet (1) excellent sociologue, qui s'intéresse au sport depuis longtemps, persuadé qu'il s'agit d'un des domaines les plus significatifs de la réalité sociale. Loin de survoler l'objet de son investigation, il en possède une connaissance précise, imparable jusque dans ses aspects les plus techniques. Ce qui lui permet d'avoir un avis motivé sur une question aussi disputée que celle de l'arbitrage. D'ailleurs, son livre *Une main en trop* analyse sous tous les angles la fameuse faute de Thierry Henry, qui a qualifié frauduleusement la France pour l'Afrique du Sud. Faute que l'opinion nationale a stigmatisée à l'instar de l'opinion internationale. L'honneur français était en cause, et il aurait fallu, d'évidence, rejouer le match avec nos valeureux partenaires irlandais, qui remâchent encore l'amertume d'une escroquerie. En revenant sur les leçons de notre élimination cuisante du Mondial, c'est à se demander si nous ne payons pas l'erreur initiale qui aurait tout déréglé. C'est comme si le soleil s'était arrêté le 18 novembre 2009 : « *les neuf dixièmes des Français ont jugé que la France avait été trahie.* » D'accord, mais n'y aurait-il pas lieu de modérer tout de même le jugement ? Notre pauvre planète connaît bien d'autres maux que celui-là ! Détrompons-nous. Paul Yonnet est radical : l'essentiel est en cause avec un jeu qui est devenu « *une espèce de religion profane pour l'Europe, l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, l'Afrique et une grande partie de l'Asie.* ». C'est beaucoup plus que de l'engouement. Comme l'olympisme grec qui fut autrefois enserré dans un espace religieux, le football contemporain est au cœur d'une vie collective gagnée par la télévision et le loisir, de telle manière qu'il participe lui aussi « *de la production et du déplacement du sacré.* » C'est l'existence sociale qui est en cause, avec l'occasion formidable de la rendre visible. Comment est-ce possible, objectera-t-on, avec la mobilité sportive, les défauts de coïncidence des joueurs avec la population qu'ils représentent ? Non, les objections se lèvent si l'on remarque que les onze sont devenus des

« *voyageurs d'identité.* » Cela est vrai même avec les équipes locales constituées d'étrangers *mercenaires*. Le joueur ne se représente pas lui-même mais s'identifie au club ou à la nation qui l'a recruté. Le même phénomène se passe avec le Tour de France qui déclenche un même processus d'identification, parce qu'il se déroule sur la scène nationale et que cela efface le fait qu'aucun Français n'ait succédé à Bernard Hinault sur le podium des Champs Élysées.

Paul Yonnet n'esquive donc pas le débat sur l'appartenance nationale, en montrant qu'il est lourd d'ambiguïté s'il s'enlise dans l'ethnicité, même si elle est vue du côté de la discrimination positive. Il faut voir autrement la question de l'identification : « *l'omniprésence des joueurs noirs en équipe de France ne déplace pas l'identité qu'ils y représentent, ce sont eux qui se déplacent ostensiblement vers elle, sans toucher à la hiérarchie qui fait de cette identité l'identité première, référente où ils s'insèrent.* » Il n'y a donc pas de communautarisation de l'équipe nationale, mais une démarche inverse qui amène les immigrés à faire hommage de leur talent à un pays qui d'ailleurs ne s'y trompe pas, en leur témoignant gratitude et attachement. Pourtant, notre sociologue est inquiet. Nul ne sait vraiment ce qu'il adviendra de ce sport dont les techniques sont en train de rendre transparentes les manœuvres et évidents les coups bas.

Paradoxalement, Jean-Claude Michéa (2), philosophe et tout autant fanatique de football, paraît ne pas participer de ce pessimisme technique alors que, par ailleurs, il dénonce vivement la corruption du sport par l'argent : « *Au train où vont les choses, on peut donc se demander si la FIFA ne finira pas, un jour, par autoriser les clubs plus riches à recruter à mi-temps d'un match clé les meilleurs joueurs de l'équipe adverse, dans le but louable de sécuriser, par un résultat encore plus prévisible, leurs investissements financiers et leur cotation en bourse.* » Hypothèse limite ? Sans doute. Elle est élaborée pour mettre en évidence la dérive, mais dans le cadre d'une

célébration de la geste sportive, comme aventure humaine irremplaçable. D'ailleurs, le philosophe ne fait que mettre en valeur un autre ouvrage d'un maître écrivain uruguayen, Eduardo Galeano (3). L'humanité qui s'affirme alors n'est nullement idyllique. Certes, elle participe d'une poésie incomparable, celle qui est dans l'admiration de la gratuité parfois féérique du jeu. Michéa et Yonnet se retrouvent pour affirmer que ce sport n'est pas une école de justice. Parfois, de plus médiocres, par chance, battent les meilleurs. Et puis, la violence sournoise n'a cessé de perturber les terrains. Mais c'est la vie !

Le caractère absolu du football n'est pas non plus ignoré du philosophe, qui reprend de son écrivain une histoire terrible et incroyable. En pleine seconde guerre mondiale le *Dynamo* de Kiev affronte une sélection nazie. Les Ukrainiens sont prévenus : il leur est impossible d'humilier sportivement les soldats d'Hitler. « *Mais il ne purent résister à l'envie d'être dignes. Il furent fusillés tous les onze avec leur maillot, au bord d'un ravin, à la fin de la partie.* »(4)

■  
 (1) Paul Yonnet – « *Une main en trop* », Éditions de Fallois, prix franco : 19 €.

(2) Jean-Claude Michéa – « *Les intellectuels, le peuple et le ballon rond* », Éditions Climats, prix franco : 8 €. [Achat immédiat](#)

(3) Eduardo Galeano - « *Football, ombre et lumière* », 1998, Éditions Climats, épuisé.

(4) En réalité le match opposait le *FC Start* de Kiev à une équipe de la *Luftwaffe*. Sur les 11 joueurs on sait que quatre d'entre eux furent fusillés l'année suivante, que trois se cachèrent et survécurent et l'on ignore le sort des quatre autres. [NDLR]

par Gérard Leclerc



# Tchulpân l'admirable

**Un auteur de langue ouzbègue qui utilise un pseudonyme poétique, un titre qui fait songer aux douceurs étoilées de l'Orient et, sur la couverture du livre, un beau visage de femme méditative... Autant de promesses de dépaysement et de voluptés rêveuses.**

**L**a première page de *Nuit* (1) évoque de manière paradoxale la lumière des printemps d'Asie centrale et le surcroît de grâce qu'ils offrent aux femmes : « *L'osmanthe de l'an dernier, qui farderait tant de paupières, faisait jaillir ses pousses. Comme elle aimait, cette herbe, une fois pétrie, liquéfiée par de douces mains, être étendue enfin sur le sourcil des belles !* ».

Nous sommes saisis, transportés – mais pas du tout dans l'Orient rêvé que nous nous préparions à savourer. Le roman de Tchulpân (« Étoile du matin ») est celui de toutes les violences. Violence de la société traditionnelle – celle du Turkestan en l'occurrence –, de la colonisation russe, des hiérarchies et des intérêts, des révoltes populaires, de la grande guerre, au loin, très loin, qui va briser le trône du Padichah blanc – tsar de toutes les Russies.

Ce serait tellement simple si les conflits étaient strictement politiques ou s'il s'agissait d'un épisode de la lutte des classes jouée par des hommes en gouppi (2) ! Tchulpân, qui compose son chef d'œuvre au début des années trente, ignore totalement la dogmatique soviétique stalinienne. Toutes les violences sont perçues avec une acuité extrême et se nouent en d'inextricables intrigues. Violence du père de famille qui ne rate pas une prière mais insulte ses femmes et prostitue légalement ses

filles pour arrondir son magot. Obscénité du Mingbochi (3) et soumission abjecte des religieux ; violence des femmes entre elles à l'intérieur de la maison qui les emprisonne à vie ; violence, encore, dans le bordel local qui fonctionne pour le plaisir des riches bourgeois musulmans... Les Russes des deux sexes ne sont pas brillants non plus : le gouverneur est un ivrogne et son épouse très portée sur la bagatelle. La société traditionnelle est oppressante, la puissance russe humilie et exploite le peuple sous une apparente bienveillance. Religieuse, sociale, administrative, l'hypocrisie enrobe la dureté des relations entre les êtres.

Tchulpân n'a pas écrit un roman désespéré. L'évocation de la pure voix de Zebi, fille d'un soufi sans cœur, est un enchantement ; Mir Yacoub, manipulateur prodigieux, n'est pas seulement un intrigant de province et Maria Stepanovna, échappée d'un enfer local, est infiniment touchante. Et puis il y a ce Sarte (4) élégant et disert que Mir Yacoub et Maria rencontrent dans le train de Moscou et qui trace, contre le conservatisme religieux, la colonisation tsariste et l'athéisme bolchevique, la voie d'une modernisation qui serait fidèle à la communauté historique. Natif d'Andijan, Tchulpân adhère au programme des Modernisateurs, au vaste mouvement du djadidisme (*djadid* = nouveau) qui se diffusa parmi les musulmans de l'empire russe au début du XX<sup>e</sup> siècle.

C'est dans cet esprit qu'il explique comment va se produire au printemps de 1916 la révolte des « saisonniers » – jeunes turkestanais qui refusent l'enrôlement dans l'armée du Tsar – qui se prolongera par l'éphémère autonomie du Turkestan. Dans sa postface, Stéphane A. Dudoignon, traducteur inspiré, nous apprend que Tchulpân devint l'un des plus grands écrivains de l'Asie centrale, reconnu comme tel par ses pairs. Il croit que le communisme va réaliser la promesse d'un monde nouveau, dans lequel le Turkestan sera reconnu comme tel. C'est dans cet espoir qu'il participe, en 1920 à Bakou, au fameux Congrès des peuples de l'Orient.

Illusion ! Alors que Tchulpân vit à Moscou, où il rencontre Maïakovski et Essenine, la toute nouvelle République socialiste soviétique ouzbègue (au sein de laquelle se trouve désormais Andijan) commence à épurer les théoriciens du djadidisme. Tchulpân est particulièrement visé et le « tchulpanisme » résume les déviations nationalistes-bourgeoises qui révoltent la presse du Parti. Les attaques se durcissent, lorsque

*Nuit* est publié en 1936 à Tachkent. Le succès populaire est considérable mais l'histoire tragique contée dans le roman continue son cours – jusqu'à détruire 'Abd al-Hamid Sulaymân, trop aimé, trop célèbre, trop talentueux pour ne pas inquiéter les nouvelles autorités : Tchulpân est arrêté en avril 1937 et jeté dans un camp. Nous sommes à la veille du déclenchement de la grande terreur stalinienne et Tchulpân fait partie de ceux qui sont rapidement éliminés : condamné à mort le 5 octobre 1938, il est exécuté et son œuvre restera interdite jusqu'à la fin de l'Union soviétique.

La voici exhumée et portée à la connaissance du public francophone grâce à la belle traduction de Stéphane A. Dudoignon. Comme tout chef-d'œuvre, *Nuit* est inépuisable. On peut le lire d'abord comme un roman, puis y revenir pour bénéficier d'une description précise de la vallée de Fergana au début du XX<sup>e</sup> siècle ou encore le prendre comme exemple réussi – c'est rare – de littérature engagée. Les familiers de l'Asie centrale connaissent des personnages, des ambiances, des images, des intrigues qui semblent tirés du récit de Tchulpân – et sa sombre violence. A Andijan et alentours, l'histoire ne cesse d'être tragique.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Tchulpân ('Abd al-Hamid Sulaymân) – « *Nuit* », roman traduit de l'ouzbek par Stéphane A. Dudoignon, Éditions Bleu autour, 2009. prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)

(2) Gouppi : manteau masculin.

(3) Mingbochi : « chef de mille hommes », en fait administrateur d'un canton pour le compte de l'autorité russe à l'époque tsariste.

(4) Sarte : terme utilisé par les Russes pour désigner les populations urbaines et rurales, turcophone et non tribalisées, du Turkestan.



Jean de France  
**Un prince  
français**

Prix franco 21 € [Achat immédiat](#)

# Charity sadism

Comment peut-on, de manière très respectable, escroquer la planète entière et faire œuvre de charité ?

Mark Seal est journaliste aux États-Unis depuis une trentaine d'années. En 2009, il écrivit pour le magazine *Vanity Fair* trois articles sur Bernard Madoff. Ces derniers sont aujourd'hui réunis dans *Madoff, l'homme qui valait 50 milliards*.

Originaire d'un quartier modeste de New York, Bernard Madoff épouse en 1959 Ruth Alpern, fille d'un expert comptable. Le couple se lance dans les affaires et, rapidement, se constitue une fortune et un nom. Leur fond privé de placement est réputé être le plus performant au monde : les capitaux affluent, les rendements donnent le tournis... Jusqu'en 2008 où la poule aux œufs d'or s'avère être la plus grande escroquerie jamais imaginée.

Le choc est d'autant plus important que Bernard et Ruth Madoff sont admirés de tous, comme en témoigne le récit d'Eleanor Squillari, leur secrétaire : « *La plupart d'entre nous étaient honnêtes, des travailleurs durs à la tâche avec une famille à charge. Nous croyions vivre le rêve américain et nous sentions privilégiés* ».

*de travailler pour un homme tellement brillant, merveilleux, généreux, qui faisait tellement de bien et d'actions charitables. Aujourd'hui nous nous sentons totalement idiots.* »

Personne n'est épargné : « *Madoff a arnaqué des amis en des occasions familiales - mariages, Seders. Des gens avec qui ils passaient l'été dans le sud de la France. Et maintenant ces gens errent, désespérés, en se demandant : Quand nous étions dans le sud de la France en train de manger une bouillabaisse, est-ce que Ruth savait qu'on était en train de se faire arnaquer ?* » Et Stephen Raven d'évoquer la figure de **Jekyll et Hyde**.

Comment peut-on, d'un côté, escroquer ses amis et, de l'autre, soutenir des œuvres de charité ? Les proches de Bernard Madoff ne l'expliquent pas. C'est ignorer que, dans bien des cas, le *Charity Business* est le versant **respectable** de ce même sadisme qui structure l'économie ultra-libérale : le bienfaiteur jouit de son pouvoir comme un enfant qui, regardant une mouche se débattre dans l'eau, sait qu'il peut, soit lui sauver la vie, soit la laisser se noyer. De ce point de vue, Bernard Madoff est le symbole de notre époque.

Gilles MONPLAISIR

📖 (1) Mark Seal - « *Madoff, l'homme qui valait 50 milliards* », Allia, [Achat immédiat](#) | prix franco : 6 €.

# Trouvaille historique

Victor Serge a-t-il vraiment existé ? Si l'on se contentait de chercher dans le *Robert des noms propres* les traces de son bref passage sur Terre, on pourrait en douter.

En effet, le *Robert*, pas plus que de nombreuses encyclopédies dont on taira le nom par charité, ne comporte d'entrée à son nom. On ne saurait donc trop remercier les éditions *Agone* d'avoir pris la peine d'exhumer une partie presque oubliée de l'œuvre de ce révolutionnaire trop peu connu (1).

Né en Belgique de parents russes, le 30 décembre 1890, Serge fut d'abord anarchiste et n'adhéra au parti communiste russe qu'en mai 1919, peu après avoir fait le choix de soutenir la Révolution russe, à laquelle il participa activement jusqu'à son exclusion du PCUS, en 1928, pour *activités fractionnelles*, c'est-à-dire, en clair, pour avoir eu la *mauvaise idée* de s'opposer, aux côtés de Trotski, à la prise en main du nouvel État soviétique par Joseph Staline.

Désormais dans le collimateur du futur *Petit Père des peuples*, Serge fut alors placé sous surveillance, puis emprisonné et, en 1933, déporté dans l'Oural. Se rendant compte que la situation devenait on ne peut plus critique pour lui, Trotski, qui avait momentanément réussi à échapper aux griffes de Staline, mena en sa faveur, depuis la France, une campagne internationale finalement couronnée de succès puisqu'elle aboutit à la libération

de Serge, en 1936, peu de temps avant les procès de Moscou...

Banni d'URSS, Serge, accompagné d'une femme « *rendue folle par les persécutions de l'URSS* » et de ses enfants, s'envola pour Bruxelles, où il arriva le 17 avril 1936. Bien que sa réputation d'excellent journaliste professionnel ne soit plus à faire, les portes des journaux socialistes, en raison de ses positions à l'égard de l'URSS et de Staline, lui restèrent fermées. « *Seule La Wallonie* [quotidien socialiste appartenant à des organisations syndicales de la région de Liège] *lui ouvr[it] ses colonnes* » ce qui permit à ce paria qu'était devenu Serge de faire vivre sa famille de juin 1936 à mai 1940.

Durant cette période, Serge donna au canard liégeois deux cent trois articles, qu'il publia dans l'édition du samedi-dimanche. « *Voilà maintenant soixante-dix ans que ces chroniques se morfondaient dans les archives du quotidien (...) conservées à la Bibliothèque royale de Bruxelles* » écrit Richard Greeman dans la préface. Fort heureusement, Anthony Glinier, qui a choisi et annoté les quatre-vingt-treize textes du recueil qui vient d'être publié (2), n'a pas résisté à l'envie de les soumettre « *à tous ceux qui sont soucieux de* ».

Faites connaître Royaliste à vos amis !

mieux comprendre une époque charnière de l'histoire du point de vue du témoin probe, lucide et engagé que fut Victor Serge ».

Parmi les chroniques qui ont retenu l'attention de l'enseignant à l'Université de Toronto, et parce qu'il est impossible, en quelques lignes, de parler de toutes, on attirera tout particulièrement l'attention des lecteurs sur les magnifiques portraits que tire Serge de certaines des étoiles de sa « constellation des frères morts », notamment ceux des très émouvants *Adieu à Gramsci* et *Mort d'un ami*. On leur recommandera aussi de ne pas manquer ses magistrales notes de lecture, celle sur la *Bagatelles pour un massacre* de Céline (*Pogrome en quatre cent pages*) comme celle sur le *Terre des hommes* de Saint-Exupéry (*Terre des hommes*).

Après, quoi qu'il choisisse de lire, le lecteur ne sera pas probablement jamais déçu. En effet, dans chacun de ces textes qu'il daignera savourer, le talent de « journaliste populaire et de pédagogue marxiste » bien informé que fut Victor Serge, se déploie si bien que l'on ne saurait guère faire moins qu'être subjugué par ce que nous a légué cet homme admirable, bien qu'ignoré de nombre de dictionnaires et d'encyclopédies.

**Samuel BON**

(1) Victor Serge - « *Retour à l'Ouest - Chroniques (juin 1936-mai 1940)* », Éd. Agone, 2010, 372 p., prix

franco : 24 €. [Achat immédiat](#)  
(2) Les cent dix autres chroniques seront progressivement mise en ligne sur le site des éditions Agone. <http://atheles.org/agone/>

## Souscription

# Plusieurs peu font beaucoup...

Nous y sommes presque... Eh oui ! il ne nous manque plus que quelques centaines d'euros pour que cette souscription ait atteint son objectif. Celui des 12 000 euros nécessaires à notre équilibre financier et qui nous permettront d'aborder la prochaine année scolaire le cœur serein. Alors je fais appel aux retardataires, ceux qui n'ont pas encore répondu à notre demande, ceux qui se disent : « ils y arriveront bien sans moi... » ou tout simplement ceux qui ont oublié...

Quant à ceux qui ont déjà répondu à mon appel, je sais bien que leur générosité n'a jamais été prise en défaut, mais cela ne m'empêche pas de leur dire : MERCI.

**Yvan AUMONT**

### 5<sup>e</sup> liste de souscripteurs

Jean-François Asselin 100 € - Raoul Audebert 100 € - S.B. (Paris) 30 € - François Callais 100 € - H.C. (Essonne) 23 € - Jean-Loup Commo 50 € - Denis Cribier 75 € - Blandine et Olivier Dejouy 20 € - Luc Durand 13 € - Christiane Faucher 20 € - Michel Franceschetti 20 € - Chantal Garcin 15 € - Daniel Havouy 20 € - Sébastien Lapaque 19.68 € - Jacques de Monneron 200 € - M.P. (Paris) 8 € - Christian Ponset 30 € - Paul-André Richard 20 € - Jacques Roué-Daëron 40 € - Jean-Louis Schneider 50 € - Philippe Tesson 100 € - J.T. (Côtes-d'Armor) 20 €.

**Faire un don**

Total de cette liste : 1 073,68 €

Total précédent : 10 399,47 €

Total général : 11 473,15 €

## EURO

La nouvelle crise monétaire remet d'actualité le livre prémonitoire, paru en 2001, de Bertrand Renouvin et Sylvie Fernoy, *Le krach de l'euro*. Le livre est toujours disponible au prix de 13 €.

[Achat immédiat](#)

## A NOS LECTEURS

Comme tous les ans, *Royaliste* suspend sa parution pendant la période estivale.

Le numéro (n°974) que vous avez entre les mains est le dernier avant l'été. C'est un numéro spécial de 16 pages spécialement destiné à faire connaître *Royaliste* à de nouveaux lecteurs.

Nous vous incitons vivement à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans votre entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. : 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiqueriez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

## VACANCES

Les locaux de la NAR seront fermés du 18 au 31 juillet.

En dehors de cette période une permanence sera assurée pendant tout l'été. Néanmoins nos horaires d'ouverture risquent d'être un peu fluctuants aussi il est prudent de nous passer un coup de téléphone avant de venir grimper nos quatre étages...

Notre service librairie continue à fonctionner pendant l'été, cependant certains de nos fournisseurs étant fermés nous ne sommes pas sûrs de pouvoir honorer toutes les commandes.

*Royaliste* reprendra sa parution vers la mi-septembre.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr/st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# La République abîmée

Là où les dirigeants socialistes excellent, c'est dans leur numéro sur l'innocence offensée. Ils ont traversé le siècle dernier en toute pureté, subi leur défaite de 2002 comme une injustice, essuyé d'incompréhensibles déconvenues, ils repartent en guerre contre les méchants et les corrompus avec la Vertu pour armure !

Admirable Martine Aubry qui dénonce « *la République abîmée* ». Nous souscrivons : l'affaire Woerth, ce n'est pas joli ! Et le scandale des ventes d'armes au Pakistan, ce sera pire. La République des avocats d'affaires n'est pas la République car la défense des intérêts privés – ceux des riches, dans le copinage avec les richissimes – est la règle non-écrite de ce qui tient lieu de gouvernement.

Nous souscrivons, mais demandons, comme naguère l'impeccable Jospin, le droit à un inventaire plus précis. Pour nous comme pour les trois-quarts de nos concitoyens, il est certain que la droite a « abîmé » la France et maltraité le peuple français. Mais c'est, pour l'essentiel, dans la continuité avec ce qui avait été accepté ou ardemment voulu par les dirigeants du Parti socialiste.

En plein accord avec la droite, le gouvernement Jospin a accepté et défendu le quinquennat, cause principale de la dégradation des institutions de la V<sup>e</sup> République.

En plein accord avec la droite, le gouvernement Jospin a participé à la guerre d'agression contre la Yougoslavie.

En plein accord avec la droite, le gouvernement Jospin a engagé nos soldats dans le piège afghan.

En plein accord avec la droite, le gouvernement Jospin a organisé le passage à la prétendue « monnaie unique ».

En plein accord avec la droite, le gouvernement Jospin a été le champion des privatisations.

En plein accord avec la droite, François Hollande, Ségolène Royal, Dominique Strauss-Kahn ont fait campagne pour le « traité constitutionnel » alors qu'ils se trouvaient dans l'opposition. Une opposition qui n'a jamais été aussi molle, aussi



complaisante, aussi complice parfois que celle qui s'exprime depuis huit ans dans notre pays : la participation renforcée à la guerre que les Américains mènent en Afghanistan, le retour complet dans l'Otan, le libre-échange qui est la cause première de la crise économique et financière n'ont jamais été sérieusement contestés.

Quant à cette crise qui n'en finit pas de rebondir, silence de la direction socialiste sur son programme historique : nationalisations, planification démocratique, hausse des salaires et renforcement constant de la protection sociale. Ironie de l'histoire : c'est un grand libéral, Maurice Allais, qui a engagé le premier la bataille pour le

protectionnisme. Mais la direction socialiste a gardé le silence et continue de se taire (quand elle ne censure pas) sur les propositions faites par des économistes de toutes tendances pour sortir de la crise. Et Martine Aubry, qui fut de tous les mauvais coups portés à la République puisqu'elle joua un rôle de premier plan dans le gouvernement Jospin et dans la campagne pour le Oui au référendum de 2005, Martine Aubry qui copine avec Dominique Strauss-Kahn et Pascal Lamy, responsables hier comme aujourd'hui de choix criminels, Martine Aubry qui dirige un parti abîmé par d'innombrables scandales financiers voudrait nous faire croire que nous allons assister à la revanche des purs, des intègres ?

Martine Aubry appartient à cette « génération morale » qui s'autocélébra vers la fin du siècle dernier. Le temps qui passe permet de mesurer l'ampleur de la faillite morale, l'immensité du désastre politique. Toute une droite qui avait encore une vague relation avec le gaullisme s'est reniée en se donnant à Nicolas Sarkozy. Toute une gauche, celle qui suivit Michel Rocard et Lionel Jospin sur les voies de la collaboration sociale-libérale, se prépare à adouber Martine Aubry ou Dominique Strauss-Kahn et peut-être même les deux dans un ticket à l'américaine qui serait du meilleur effet dans les milieux bien-pensants.

Faillite des directions partisans de droite et de gauche en complète osmose avec l'oligarchie financière – non celle des générations de militants politiques qui, en général, restent fidèles à leurs engagements. Cela fait somme toute peu de gens à congédier. Encore faudrait-il que les militants socialistes et les gaullistes de droite se donnent de nouveaux chefs, capables de penser et d'agir selon leur tradition.

**Bertrand RENOUVIN**